

Kenneth McRoberts : *Un pays à refaire*. Montréal, Éditions du Boréal, 1999

Claude Bariteau

Volume 4, Number 1, 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1000609ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1000609ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (print)

1923-8231 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bariteau, C. (2001). Review of [Kenneth McRoberts : *Un pays à refaire*. Montréal, Éditions du Boréal, 1999]. *Globe*, 4(1), 152–156.
<https://doi.org/10.7202/1000609ar>

surconscience linguistique dans la mesure où ils ajoutent à leur statut de francophones décentrés leur expérience de passage d'une langue maternelle autre à une nouvelle langue d'expression.

En lisant *Langagement*, on a tout le temps le sentiment rassurant d'être bien guidé, non seulement par une spécialiste qui parle d'une chose qu'elle connaît à fond, mais qui prend aussi plaisir à le faire. Bref, on devine chez Lise Gauvin une passion et un enthousiasme qu'elle réussit à transmettre à ses lecteurs.

Le plaisir qu'il y a à lire *Langagement* est aussi dû à l'efficacité de sa méthode. Gauvin ne fait pas une analyse formaliste et rigide où tous les auteurs sont lus à travers la même grille de lecture. Elle propose plutôt des repères de lecture très souples qui lui permettent de mettre en valeur la particularité de chaque écrivain et de chaque période. On a la nette impression que sa lecture fait valoir les différences, sans réduire la spécificité des textes analysés. En outre, vouloir présenter Crémazie et Régine Robert dans la même optique et dans le même ouvrage, sans réduire leur spécificité et ce, tout en montrant ce qu'ils ont en commun, cela ne va pas de soi.

John Kristian Sanaker
Université de Bergen (Norvège)

Kenneth McRoberts

Un pays à refaire.

Montréal, Éditions du Boréal, 1999.

Kenneth McRoberts est l'un des auteurs canadiens bien connus au Québec. Ses thèses récentes, développées dans *Misconceiving Canada. The Struggle for National Unity* puis traduites et publiées aux Éditions du Boréal, rejoindront sûrement les lecteurs qui rêvent, comme lui, de refaire le Canada. Avec elles, on apprend que son pays, le Canada, est en crise accélérée depuis le passage de Pierre Elliott Trudeau à la tête du gouvernement canadien. Et, pour en sortir, il faudrait faire un retour

en arrière en vue d'échafauder une sorte de « confédéralisme » qui minimiserait les pouvoirs du gouvernement fédéral et, par le fait même, permettrait le maintien du Canada et de son territoire *from coast to coast*. Pour McRoberts, le Canada se serait emballé sous la gouverne de Trudeau. En partageant ses ambitions, ce pays est devenu trop « clair et catégorique » envers le Québec, ce qui a provoqué la percée du mouvement souverainiste. Aussi, trente ans plus tard, lui apparaît-il « clairement que nous aurions plutôt dû modérer nos ambitions et nous montrer plus patients à l'égard des complexités inhérentes du Canada » (p. 381). En d'autres termes, mieux eut valu que ce pays demeure dans le flou et l'indécision, question de laisser le temps faire son œuvre. Laquelle ? L'auteur n'en dit rien. Il faut le deviner ou chercher ailleurs le fin mot de l'histoire qui en découlerait.

Les thèses de McRoberts sont toujours fortement documentées. Celles-ci ne font pas exception. Elles se déploient en 381 pages structurées en trois parties regroupant 10 chapitres. La première ancre les assises de sa lecture canadienne : la thèse des deux nations transformée en dualisme auquel Trudeau a opposé sa conception du Canada. La deuxième dévoile comment s'est créé l'actuel Canada : officialisation du bilinguisme, insertion du multiculturalisme et enchâssement constitutionnel, qui lui paraît un échec. La troisième traite des dommages : les occasions ratées de Meech et Charlottetown, le référendum de 1995 et ses séquelles, ce qui amène l'auteur à discourir sur ce qui peut maintenant être fait, le Canada sans le Québec lui paraissant concevable mais non souhaitable.

De ces propos découlent des renvois étalés sur plus de 40 pages suivis d'une bibliographie de 27 pages. Mis à part qu'il soit agaçant de passer du texte aux renvois, ces derniers contiennent des informations qui enrichissent l'exposé. Mais pas toujours celles que j'aurais souhaité lire. En fait, ces renvois viennent surtout appuyer les thèses de l'auteur. D'ailleurs, mis à part les auteurs qui sont dans la mire de McRoberts, tel est le rôle de ceux auxquels ils aiment se référer. Parmi eux, très peu sont des souverainistes déclarés ou des analystes sympathiques aux idées souverainistes. On retrouve plutôt des auteurs qui pensent comme McRoberts ou qui corroborent ses lectures du Québec et du Canada.

Je pense, entre autres, aux explications des Pinard, Lemieux et cie sur l'appui au Oui, aux échos donnés à la thèse de Laforest et Gibbins sur la réconciliation recherchée ou à celles de Claude Ryan et d'André Burelle, deux critiques sévères de Trudeau. Chercheur prétendument à la tête froide et universitaire reconnu pour son désengagement, McRoberts révèle, avec ce livre, qu'il sélectionne en fonction de ses visées. Pour critiquer l'œuvre de Trudeau et de ses défenseurs, il a recours à ses détracteurs. Pour sonder le pouls des souverainistes, il utilise des auteurs, québécois ou non, qui les dépeignent toujours en Canadiens rêvant d'un pays différent. Alors, pour McRoberts, « ce que rejetaient la plupart des gens qui votèrent Oui, ce n'était pas le Canada en soi, mais une conception particulière du Canada et l'ensemble des institutions y correspondant, qui n'avaient leur conception du Québec ainsi que la place qu'il était censé occuper au sein du Canada » (p. 305).

Pour ainsi interpréter les résultats du dernier référendum, il aurait fallu que la question référendaire soit autre que celle posée. Or, la question posée invitait les Québécois et les Québécoises à donner un mandat au gouvernement du Québec pour qu'il procède à des négociations débouchant sur la souveraineté du Québec avec ou sans partenariat avec le Canada. Tout cela était connu de l'auteur. Il en fait même une présentation convaincante. Mieux, il signale, à juste titre, que ceux et celles qui ont voté Oui savaient, l'ayant appris du premier ministre Chrétien le soir du 25 octobre, que leur vote mènerait à « la destruction irréversible de l'union économique et politique » (p. 306) du Canada. Alors, pourquoi avancer que tel n'était pas l'objectif des tenants du Oui? À mon avis, un peu de retenue s'imposait, de même qu'un regard critique sur la vision biaisée que véhiculent les sondages réalisés au Québec. Récemment, Gilles Gagné et Simon Langlois (*Le Devoir*, 14 et 15 mars 2000, p. A-9) ont fait ressortir que les tenants du Oui n'avaient pas, comme objectif premier, de refaire le Canada. Ils voulaient créer le Québec, seule façon d'avoir le monde pour horizon. Ces auteurs ont aussi identifié le principal groupe porteur du projet souverainiste. Il est composé de personnes actives, surtout de langue française, qui ont entre 20 et 55 ans et dont le revenu dépasse 20 000\$. Leur appui à la souveraineté dépasse 70 % partout au Québec, exception faite de la région de Hull. Au cours de la campagne, l'appui

de ce groupe, qui comprend les fils et filles socialisés dans le cadre de la Révolution tranquille, a progressé alors que celui du groupe composé des personnes inactives ayant plus de 55 ans a chuté à la ligne d'arrivée après un sursaut à la suite de l'entrée en scène de Lucien Bouchard.

Bien sûr, McRoberts n'avait pas en main ces analyses au moment où il écrivait la version anglaise de ce livre. Malgré cela, s'il avait lu le problème québécois dans la foulée de la Révolution tranquille plutôt que sous l'angle d'une médiation recherchée par le Canada, il lui aurait été possible de dégager une vision différente de celle livrée dans ce livre. Peut-être aurait-il alors compris qu'il existe depuis cette révolution deux nations politiques dont l'une, la québécoise, est, par définition, dans un rapport de subordination à l'autre, ce que le groupe porteur ne supporte plus. C'est de cette façon, à mon sens, que se pose actuellement la question canadienne. Dans cette perspective, se demander s'il faut refaire ce pays à la lumière des thèses des deux nations m'apparaît une question impertinente et dépassée. Il importe plutôt de se demander s'il ne serait pas mieux pour tout le monde de défaire ce pays parce qu'il y a deux nations politiques qui ne peuvent plus cohabiter. De toute évidence, McRoberts pense le contraire et cherche à convaincre ses lecteurs en s'inspirant de l'histoire et en invitant tout le monde à la modération. Et, puisque tel est son choix, il rêve, comme tous les analystes hors de l'arène politique, à des aménagements nouveaux qui, tous, visent à laisser une plus grande marge de manœuvre au Québec sans pour autant lui permettre l'accès à l'essentiel, soit un rapport direct sur le monde. L'édification d'un nouveau Canada ne serait qu'une question de temps car, avec le temps, la garde changera au parlement canadien et tous les espoirs seront permis. Alors, quelques promesses, une ou deux déclarations et un beau sourire permettront d'éviter que les Québécois et les Québécoises tournent le dos au Canada. De tels espoirs avaient un sens avant 1982. Comme l'a signalé Louis-Joseph Papineau en 1867, sans véritable constitution propre, le Canada, devenu anglais, s'est exprimé sous une variété de formes administratives, toutes plus ou moins boiteuses mais, aussi, toutes ficelées pour neutraliser les ressortissants français. Or, ce pays a maintenant sa constitution. Qu'on le veuille ou non, c'est sur cette base que se fait depuis le Canada. Et cette base est coulée dans le béton, ce que sait

pertinemment McRoberts. Alors pourquoi entretenir le rêve ? Pourquoi avancer qu'une nouvelle forme administrative pourrait changer les choses alors qu'elles ont toutes été conçues pour préserver l'essentiel entre les mains de ceux qui dirigent ce pays, ce que le rapatriement de la constitution a institué avec force ? Dans ce livre, l'insistance de l'auteur à entretenir ce rêve m'a amené à questionner le sens de sa démarche. Pourquoi préfère-t-il l'imprécision à la transparence ? Pourquoi se présente-t-il tolérant et compréhensible ? Pourquoi avance-t-il que l'approche de Trudeau a radicalisé la donne ? Serait-ce qu'il soit devenu préférable de cacher les choses aux Québécois et Québécoises, question d'éviter qu'ils s'éveillent ? Serait-ce enfin que la démocratie à la canadienne devrait être davantage sous le contrôle d'hommes et de femmes au-dessus de la mêlée afin que des dérives de la sorte soient évitées à tout jamais ? Je ne saurais le dire. Mais, dans mon for intérieur, les thèses de McRoberts m'inquiètent profondément parce qu'elles banalisent la réalité canadienne actuelle et jonglent avec les résultats du référendum de 1995 dans le but de convaincre qu'il est souhaitable de refaire ce pays alors que ce pays est à peine né et que ceux et celles qui ont voté Oui ont dit vouloir faire enfin le Québec. McRoberts devrait davantage porter son attention sur ce point. Cela lui éviterait de voir en Lucien Bouchard (p. 379) un sauveur du Canada ou, à tout le moins de lire le Québec d'aujourd'hui comme l'auraient fait Edmund Burke et ses émules.

Malgré ces réserves, le livre de McRoberts a le mérite de jeter un regard critique sur les développements des quarante dernières années qui ont marqué le Canada. Et ces développements sont bien contextualisés. Certes, il y a des oublis, notamment les fondements de la lecture canadienne des habitants du Québec et les manipulations qui ont conduit à la mise au rancart de la thèse d'Antoine-Aimé Dorion. Mais, pour la période contemporaine, force est d'admettre qu'il y a là une présentation qu'aimeront lire les Canadiens-français d'aujourd'hui, soit les quelque 25 % de Québécois et Québécoises qui s'identifient sous ce vocable.

Claude Bariteau
Université Laval